



lundi 19 juin 2017

Que leurs ennuis commencent !

Comme prévu, Macron a son Assemblée, même s'il doit en rabattre par rapport au raz-de-marée annoncé au premier tour. De record, on retiendra surtout celui de l'abstention : déjà historique au premier tour (51,30 %), il est battu au second (57,36 %). Bref, La République en marche n'aura pas fait se déplacer les foules !

Bien loin d'une victoire populaire donc, le président « jupitérien » a surtout réussi à mettre en orbite dans les vieilles institutions sa (pas si) nouvelle écurie électorale. Entre les ex-PS ou LR devenus « marcheurs », ceux de la prétendue société civile qui doivent leur élection à Macron, et les alliés officiels du Modem, il dispose d'une majorité absolue de 348 députés pour lui permettre de mettre en œuvre son programme antisocial. Autant dire que le gouvernement Macron va avoir à sa botte une Assemblée bourgeoise décomplexée. C'était le but du jeu. Mais l'abstention massive montre que la population n'est pas dupe. Si l'Assemblée macroniste compte s'asseoir sur le monde du travail, celui-ci pourrait bien, par ses mobilisations à venir, s'asseoir sur l'Assemblée et la présidence.

Là-haut, ils sont pressés

Derrière la comédie parlementaire se prépare l'offensive patronale. Maintenant que l'OPA « En Marche » est achevée, le PDG Emmanuel Macron et son conseil d'administration Édouard Philippe entendent lancer sans attendre la grande « restructuration » du pays au nom de la « compétitivité » (traduire : des profits patronaux). Plus que jamais en marche, donc, pour les licenciements et fermetures d'entreprises, comme à Engie, Ford, Tati, Mim, Vivarte, Whirlpool et bien d'autres. Il s'agit de systématiser les chantages à l'emploi, l'arbitraire patronal, avec baisse des salaires et suppressions d'effectifs, et de légaliser toutes les attaques contre ce qui reste des droits collectifs des travailleurs. C'est du moins ce qu'ils espèrent nous imposer.

La stratégie du choc

Pour commencer, en légiférant par ordonnances, Macron espère prendre de vitesse toute tentative

d'organiser une mobilisation contre sa loi Travail 2. Pour l'heure, il a même réussi à embarquer dans la comédie du « dialogue social » les responsables des confédérations syndicales comme Philippe Martinez, Jean-Claude Mailly ou Laurent Berger. Ce qui, heureusement, a suscité des réactions de mécontentement et d'opposition de la part de bon nombre de structures syndicales locales ou régionales et de militants d'entreprises, pour qui c'est la mise en ordre de bataille face à cette guerre sociale annoncée qui devrait être à l'ordre du jour.

Mais rien n'est joué

Non, rien n'est joué. La majorité absolue à l'Assemblée pourrait se révéler dérisoire face à une tout autre majorité... dans la rue et les grèves. C'est d'ailleurs ce que craignent certains conseillers de Macron, en évoquant qu'à force de postures « jupitériennes », le « débat » pourrait « se terminer dans la rue ».

À nous de confirmer leurs craintes. Les ordonnances et autres manipulations gouvernementales ne pèseront pas lourd si les travailleurs venaient à porter le « débat dans la rue », tout comme dans leurs bureaux et leurs ateliers. Macron et ses godillots concoctent leur « stratégie du choc », celle de l'intimidation. Mais les travailleurs, qui font tout tourner dans ce pays, peuvent avoir leur propre stratégie, celle de la contre-offensive. Une grève généralisée sur toutes nos revendications pourrait réduire à l'impuissance et au ridicule ce gouvernement bien mal élu.

Nous n'en sommes pas là, mais cela se prépare. Après tout, en ce lendemain du deuxième tour des législatives, lundi 19 juin, les rassemblements du Front social à Paris et dans plus d'une dizaine de villes, en ont marqué quelques premiers jalons.

Leurs objectifs ne sont pas les nôtres.

La direction nous a présenté son nouveau contrat d'objectif. Ils nous demandent toujours plus d'« efficacité », il faut faire toujours plus, toujours mieux, avec moins de salariés puisqu'ils continuent à vider l'usine.

Voilà un contrat qu'on n'est pas prêt de signer !

Carton rouge

En Zorc, le contrat d'objectif prévoit d'augmenter le rendement opérationnel de 75 à 80 % dès le mois prochain. Il s'agit de nous mettre encore plus la pression pour ne pas être « dans le rouge ».

Les temps de référence pour chaque palette sont complètement fantaisistes et nous ne nous priverons pas de le faire savoir à la direction.

Les experts Saint-Ouen

Mardi 13 juin, on nous a annoncé qu'une plaque de revêtement du plafond était tombée du toit la veille. La maintenance l'avait découverte posée sur une traverse en LDR. Au lieu d'isoler la zone, potentiellement dangereuse, la direction nous a imposé le port de la casquette coquée, au cas où le plafond nous tomberai sur la tête... Le mercredi, on nous a dit que finalement, on ne savait pas si la plaque était vraiment tombée, ou si elle avait été posée sur une traverse suite à des travaux de maintenance... En attendant, nous avons du transpirer sous cette casquette toute la semaine, et aucune enquête sérieuse n'a été menée. Notre sécurité serait leur priorité ? A la ramasse, les experts.

Un bon début

Vendredi 9 juin sur le site de La Garenne, 120 à 130 salariés se sont rassemblés devant les portes du site à l'appel des syndicats CFDT et CGT contre leur déménagement forcé à Poissy pôle tertiaire et Carrières à la rentrée 2018 et les conditions d'accueil prévues par la direction : pas assez d'espaces disponibles, de places de parking, ni même assez de toilettes. Se rassembler pour signifier que c'est inacceptable à la direction est une excellente initiative et il faudra que cela se renouvelle et s'amplifie !

La température monte chez PSA

Les débrayages se sont succédé sur de nombreux sites, contre les séances supplémentaires et leur non-paiement. A Rennes, deux débrayages de plus d'une centaine d'ouvriers contre les samedis gratuits et le travail les jours fériés ont eu lieu fin mai, à Borny par leur mobilisation, les salariés ont réussi à se faire payer le lundi de Pentecôte en jour férié et les prochains samedis en individuel, à Sevelnord, suite à des débrayages, la direction paye également la

Pentecôte en férié. A Sochaux, des débrayages dénonçant la flexibilité des nouveaux horaires ont permis d'annuler une séance H+.

Du coup, certains syndicats ont sorti des tracts pour dénoncer l'application des accords de compétitivité... qu'ils ont eux même signé. PSA les envoie jouer les pompiers, mais cela ne suffira pas à lui éviter de récolter un peu partout notre colère.

Contre la répression à Poissy

Le 23 juin prochain, Farid Borsali, le secrétaire du syndicat CGT PSA Poissy est traîné injustement par la direction devant le Tribunal Correctionnel de Versailles. Face à ces attaques qui préparent une offensive générale contre tous les salariés de l'usine, la solidarité a été forte et généreuse avec une collecte réussie.

Depuis plusieurs mois, la direction de Poissy mène la répression contre les militants de la CGT (demandes de licenciement, mises à pied, mutation disciplinaire).

Un rassemblement est prévu vendredi 23, à 8h30 devant le tribunal. Une occasion pour manifester collectivement sa solidarité à un militant menacé.

GM&S la lutte continue...

Vendredi dernier, les ouvriers de GM&S (qui étaient venus manifester devant Poissy) ont été reçus par le ministre de l'économie Bruno Lemaire et soutenus par un rassemblement à Bercy. Le ministère confirme une éventuelle reprise du site par GMD. Mais ce dernier propose de ne reprendre que la moitié des salariés (120 à 140). Pour les autres : reconversions et formations bidon ou autres plans d'accompagnement du chômage.

Autant de solutions inacceptables que les ouvriers de GM&S continuent de refuser et contre lesquelles ils restent déterminés à lutter.

... Et pourrait aussi se coordonner avec d'autres

Au même rassemblement, il y avait une délégation de l'usine Matt de Montcornet (Aisne) du groupe Trèves (État actionnaire à 43 %), sous-traitant de Toyota Valenciennes pour les plages arrière (et de PSA Mulhouse pour des pièces de la C4). L'usine est menacée de fermeture en 2019. Les 130 ouvriers ont fait grève à 100 % pendant 8 jours, bloquant la production de Toyota. Assez pour faire pleurer leur DRH et obtenir le doublement des primes extra-légales.

Ils réclament la sauvegarde de tous les emplois et affirment ne pas avoir dit leur dernier mot : quitte à se coordonner avec d'autres pour que plus un seul GM&S ou Matt ne se retrouve seul face aux licenciements.